

FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION

RAPPORT MORAL ET D'ACTIVITÉ

2017

Introduction

Les questions budgétaires et l'audit interministériel confié à l'Inspection générale du ministère de l'Intérieur et au Contrôle général des Armées ont tenu une place importante dans les préoccupations et réflexions de la Fondation et de son Conseil d'Administration au cours de l'année 2017.

Les différentes mesures adoptées pour réduire les dépenses et permettre un retour à l'équilibre ont été utiles puisque l'année s'achève sur un résultat positif.

Ces épisodes n'ont cependant pas ralenti les activités historico-mémorielles. Elles ont concerné des projets déjà engagés comme le dictionnaire des victimes du nazisme en Normandie, l'internement en France, ou présenté un caractère nouveau comme les recherches entreprises au niveau départemental par les délégations des Amis de la Fondation, visant à établir une typologie de la déportation de chaque département dans la perspective de création d'un site regroupant toutes les bases de données constituées pour les rendre accessibles et interrogeables sur internet par le public.

Plusieurs journées d'études portant sur des thèmes nouveaux ont été organisées à Caen, à Blois et à Paris. Elles ont fait ou feront l'objet de présentation dans la revue En Jeu.

II. Concours national de la Résistance et de la Déportation

Concours 2018 : Le thème du concours 2018, « s'engager pour libérer la France » ne traitait pas de déportation. La Fondation de la France Libre a eu en charge le dossier, qu'elle a élaboré avec le concours de la Fondation de la Résistance et les autres partenaires traditionnels, dont la Fondation pour la mémoire de la Déportation, dont l'apport, compte tenu du thème, est resté relativement modeste.

Toutefois elle a proposé sur son site internet 15 extraits de témoignages audiovisuels issus de son fonds archivistique. Les internautes ont ainsi pu avoir accès à des morceaux choisis des témoignages de : Marie-José Chombart de Lauwe, Georges Séguin, Claude Bourdet, Gisèle Guillemot, Simon Alizon, Michel Goltais, André Bessière, Jean Villeret, Adrien Bramoullé, Nina Baumstein, Marcel Thomas, René Pernot, Roger François.

Les extraits ont été visités 1250 fois.

Les déportés du Conseil d'administration, dont sa présidente, ont été à nouveau très sollicités dans le cadre du concours de la Résistance et de la Déportation 2018, un peu partout en France.

Il faut par ailleurs noter que la mise en œuvre des dispositions nouvelles intervenues dans l'organisation et le fonctionnement des instances du Concours donne lieu à perplexité et inquiétudes en raison de son centralisme autoritaire qui marque une rupture avec les errements antérieurs et s'avère potentiellement démobilisateur (selon des sources émanant du monde

universitaire, de l'association des professeurs d'histoire et de géographie et du monde associatif).

Activités statutaires et fonctionnelles

Les **réunions statutaires** ont consisté en deux réunions du Conseil d'administration (17 mai, 14 novembre), trois réunions de celui de l'Association des Amis de la Fondation (7 janvier, 25 mars, 19 novembre), et au Congrès de l'Association des Amis (fin juin à Clisson).

Les **réunions fonctionnelles** ont concerné :

- la **commission des finances** qui s'est réunie à deux reprises en juin puis décembre, afin de faire le point de la situation des placements et de décider des mesures à prendre ;
- le **comité de rédaction de la revue En Jeu**, histoire et mémoire vivantes, qui s'est réuni en juin et décembre. Les numéros 9 et 10 de la **revue En Jeu**, publiés en 2017, avaient respectivement pour thème « l'Europe et ses Juifs », et « Les nouvelles recherches sur les déportations et les camps ».
- Le **conseil scientifique**, qui s'est réuni le 15 juin 2017. Il a
 - . examiné le devenir des archives orales de la FMD détenues à l'INA, aux Archives Nationales et traitées dans le programme Matrice ;
 - . fait le point des thématiques de la revue En Jeu ;
 - . tiré les conclusions de la journée d'études du 9 mars à Caen sur les séquelles pathologiques et traumatiques post-concentrationnaires ;
 - . évalué les travaux menés à Caen et ouvrir éventuellement de nouvelles perspectives ;
 - . cadrer le programme sur les bases de données départementales,
 - . tirer les premiers enseignements de la réforme du CNRD, ;
 - . préparer le projet didactique de carte de blanche autour du thème de « l'usage des mots du mal dans l'enseignement de l'histoire », présenté au rendez-vous de l'Histoire de Blois en octobre 2017.

Travaux de recherches (cellule Caen)

I. Cycle de recherches 2017-2018 à Caen

Pour le cycle universitaire 2017-2018, l'équipe de chercheurs et les sujets de recherche sont récapitulés dans le tableau ci-après :

Arnaud Boulligny	FMD	Les déportés français arrêtés au sein du Reich ; projet Normandie ; projet SNCF ; la répression des homosexuels
Vanina Brière	FMD	Les Français déportés à Buchenwald ; projet Normandie ; le retour des déportés (pathologies) ; Républicains espagnols
Pierre-Emmanuel Dufayel	Doctorant	Les femmes déportées par mesure de répression au départ de France occupée ; projet Normandie
Clémence Moalli	Master 2, sous la direction de G. Eismann	La déportation des membres du clergé catholique pendant la Seconde Guerre mondiale
Anaëlle Riou	Master 1, sous la direction de G. Eismann	Le convoi n° 77 parti de Drancy le 31 juillet 1944 pour Auschwitz

II. Bilan de la Déportation de répression en 2017

Fin 2017, le nombre total des déportés arrêtés par mesure de répression recensés s'élève à **91 192** (+21) et se répartissent de la façon suivante :

- 68 547 arrêtés dans les zones occupées (Nord, Sud, Nord P.-de-Calais, zone italienne) (+17)
- 6 689 arrêtés dans les territoires annexés d'Alsace et Moselle (=)
- 8 397 arrêtés au sein du Reich où ils se trouvaient au travail (+4)
- 6 382 républicains espagnols transférés de stalags au camp de Mauthausen (=)
- 1 143 classés « hors transports » par manque d'informations (=)
- 34 enfants nés dans les prisons et camps allemands (=)

À ces 91 192 déportés de répression, il faut ajouter **825** (+5) déportés arrêtés par mesure de persécution (conjoints d'aryennes déportés sur l'île d'Aurigny, Juifs et Tsiganes déportés depuis le Nord Pas-de-Calais) non répertoriés ailleurs.

Par ailleurs, la base de données recensant des déportés juifs initiée par Mlle Nina Winograd en 2009 s'est enrichie par les échanges d'informations avec les Délégations des Amis de la Fondation et les amicales de camps et surtout, depuis 2015, par les recherches menées pour la réalisation du dictionnaire des victimes du nazisme de Normandie

Fin 2017, **4 736** (+514) hommes, femmes et enfants ont été répertoriés, avec seulement 60% disposant d'un dossier individuel aux archives de la Défense.

Au total, toutes catégories confondues, ce sont environ **68 000** dossiers individuels de déportés qui ont été étudiés à ce jour. En 2017, les recherches ont conduit à ouvrir quelque 2 000 dossiers individuels : environ 1 400 de déportés de répression dont plus de la moitié avaient déjà été ouverts par le passé et environ 600 de déportés juifs jamais ouverts.

III. Informations et échanges avec les DT

Le courant d'échanges est resté nourri en 2017. Il offre une possibilité essentielle et permanente d'enrichir la liste des déportés de France, grâce aux échanges d'informations entre les délégations territoriales (DT) des Amis de la Fondation et la base de Caen.

Une réflexion est initiée depuis septembre 2017 au niveau national, par la Fondation, dans le but de trouver un outil informatique commun qui permettra de faciliter les communications d'informations et de proposer à terme un ensemble de bases consultables en ligne sur un site unique tenu régulièrement à jour.

IV. Dictionnaire des victimes du nazisme de Normandie

Initié en 2013 ce projet se poursuit.

En 2017, le travail a consisté surtout à dresser les listes des déportés juifs, des fusillés et des exécutés, des massacrés, ainsi à étudier les dossiers individuels correspondants. Si les recherches concernant les déportés juifs et les fusillés ont pu aboutir rapidement, celles sur les massacrés pose des problèmes méthodologiques du fait de sources souvent lacunaires sur les circonstances réelles des décès.

Fin 2017, le bilan s'établit comme suit:

	Noms recensés	Dossiers étudiés	Dossiers à étudier
Déportés de répression	3158	2536	622
Déportés de persécution	801	801	—
Fusillés	308	308	—

Exécutés sommairement et massacrés	678	333	345
Total	4945	3978	967

Les dossiers à étudier (622) correspondent pour l'essentiel aux femmes déportées de zones occupées et aux déportés « arrêtés en Allemagne ». Il reste néanmoins un fond de victimes de massacres ou d'exécutions sommaires à explorer. Environ 1 400 dossiers devront être examinés en 2018.

L'objectif est d'achever l'étude des dossiers à la fin du 1^{er} trimestre de 2018, pour entreprendre le travail de rédaction qui couvrira un an ½, la remise du manuscrit étant programmée pour l'automne 2019 et la sortie du dictionnaire au printemps 2020.

V. Participations croisées

L'équipe de Caen a pris part en outre à plusieurs projets nationaux :

- au mémorial des Cheminots victimes de la répression, dirigé par Thomas Fontaine et publié chez Perrin en avril 2017, qui s'est traduit par la rédaction d'une centaine de notices biographiques d'arrêtés en Allemagne. Le projet se poursuit avec l'étude des déportés rescapés et la publication d'un ouvrage historique de synthèse.
- au « Dictionnaire biographique des déportés de France passés par le camp de Mittelbau-Dora et ses Kommandos » (environ 9 000 déportés) dirigé par Laurent Thiery (La Coupole). Environ 500 notices biographiques d'arrêtés en Allemagne ont été établies à Caen.

Des coopérations anciennes se sont poursuivies de manière ponctuelle avec certaines Amicales de camps notamment Sachsenhausen, Flossenbürg, Ravensbrück pour actualiser leur propre Mémorial.

Arnaud Boulligny qui avait assuré la coordination scientifique de la journée d'étude organisée avec l'association *Les « Oublié-e-s » de la Mémoire* le 14 octobre 2016, sur le thème « La répression des homosexuel-le-s pendant la Seconde Guerre mondiale en France, une mémoire controversée devenue objet d'histoire », s'est vu proposé d'assurer la direction de l'ouvrage collectif qui paraîtra aux éditions Tirésias, à la suite de cette journée d'étude.

Archives

La Fondation poursuit sa campagne de dépôt aux Archives nationales. Prochainement les fonds suivants rejoindront Pierrefitte-sur-Seine :

- archives de l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation
- archives de l'Amicale des anciens déportés du Kommando de Laura (dépendant de Buchenwald)
- archives de la famille Jacqueline Lucas, résistante, déportée. (Courriers échangés avec les membres de sa famille pendant sa déportation et au moment de sa libération).
- archives de Mr Michel Boscher, résistant, déporté, maire d'Evry, député de l'Essonne. (Courriers échangés avec sa famille et des amis de sa famille pendant sa déportation, courriers administratifs pour l'attribution des titres de résistant et déporté, papiers divers)
- album de photographies (source inconnue) : camp de Loibl-Pass à la Libération, partisans yougoslaves, résistants français de la « Brigade France Liberté ».
- album de photographies et rapport d'analyse médico-légale relatifs aux recherches des corps de Français morts en Allemagne (Wurtemberg)

Pièces isolées :

- livre dédicacé par d'anciens déportés au consul Raoul Nordling
- règlement à l'usage des prisonniers enfermés dans les prisons allemandes (juillet 1940)
- courrier adressé par Mr Antoine d'Aymery du camp de Buchenwald à sa mère résidant à Rambouillet
- 2 carnets (notes et dessins) réalisés par Mr Marcel Beaujouan : carnet de croquis de ses compagnons de cellule (prison d'Orléans) ; notes de chef de table écrites dans le camp de Buchenwald

Internement

L'exploitation du fonds F7 15086-15111 – rapports de l'inspection général des camps d'internement – se poursuit, sa consultation est facilitée grâce à sa mise en ligne récente sur le site internet des Archives nationales.

D'autres recherches s'effectuent à Pierrefitte-sur-Seine (Archives Nationales) dans le fonds « Marie-Céline de Dorlodot » (72 AJ 3000 – 3182), ce fonds d'archives regroupe les informations, relatives aux camps et prisons en France, recueillies par la Mission belge de recherches en France, mission que dirigeait Mme de Dorlodot.

Des recherches sont en cours dans les archives conservées par la Préfecture de Police au Pré-Saint-Gervais. Les séries :

- B « Cabinet du préfet de Police » (sous-série BA « affaires générales – rapports de recherches et de renseignements »)
- C « registres d'inscriptions ou d'internement » (sous série CC « registres du dépôt de la préfecture de police, 1941-1970 »),
- G « Renseignements généraux » (sous-série GB « période de l'occupation »)
- W « fonds contemporains » (sous-série 109 W « Police judiciaire – internement administratifs sous l'occupation »)

devraient nous apporter des éléments relatifs aux lieux d'enferment parisiens utilisés par le gouvernement de Vichy et les autorités allemandes.

La lecture de l'ouvrage *Les fusillés (1940-1944). Dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages et guillotinés en France pendant l'occupation* (direction : Claude Pennetier, Jean-Pierre Besse, Thomas Pouty, Delphine Leneveu, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, 2015) permet d'intégrer dans la base de données des informations très utiles concernant les prisons de France réquisitionnées par l'occupant allemand entre 1940 et 1945.

Le public peut avoir accès sur le site internet de la Fondation à 360 fiches :

- 110 concernent des prisons/maisons d'arrêt/centrales (sous législation française, italienne ou allemande)
- 70 des groupes de travailleurs étrangers (GTE, législation française)
- et 180 des camps d'internement, centre d'hébergement et centre de séjour surveillé (sous législation française, italienne ou allemande)

Le public peut avoir accès sur le site internet de la Fondation à 360 fiches :

- 110 concernent des prisons/maisons d'arrêt/centrales (sous législation française, italienne ou allemande)
- 70 des groupes de travailleurs étrangers (GTE, législation française)
- et 180 des camps d'internement, centre d'hébergement et centre de séjour surveillé (sous législation française, italienne ou allemande)

Bibliothèque Centre de documentation

Une campagne de mise en valeur des fonds documentaires détenus a été entreprise pour mieux faire connaître la richesse des collections détenues par la Fondation au public et aux chercheurs, en publiant sur le site internet des extraits d'articles de revues historiques et de bulletins d'amicales ou fédérations d'anciens internés-déportés.

Autres activités culturelles

Plusieurs journées thématiques ont émaillé l'année 2017. Il en sera rendu compte plus complètement dans les prochains numéros de la revue En Jeu.

1) La déportation au prisme du retour des déportés, 9 mars 2017 à la MRSIH de Caen

À l'initiative des médecins de la commission médico-sociale, et de son président le docteur Jean-Michel André, une journée d'étude s'est déroulée en mars 2017, à la Maison de la Recherche en Sciences Humaines (MRSIH) de Caen, grâce à l'accueil de son directeur Pascal Buléon. Elle se proposait d'aborder les aspects archivistiques traitant des retours de déportation, la vision qu'en ont gardés les déportés eux-mêmes et celle d'un médecin-clinicien analysant les fiches descriptives de l'état sanitaire des déportés à leur retour. Au-delà de ces aspects, la journée a été l'occasion de s'interroger sur les conséquences post-traumatiques possibles de la déportation sur la génération suivante, vues par la science de l'épigénétique et, 70 ans après, par les enfants de déportés eux-mêmes, qui, au cours d'une table ronde, ont analysé l'empreinte laissée sur eux par la déportation de leurs parents.

Les communications de cette journée seront publiées dans le numéro de juin 2018 de la revue En Jeu.

2) Carte Blanche aux Rendez-vous de l'histoire à Blois le 7 octobre 2017 : les mots du mal.

Le rôle du langage occupe une place centrale dans les sciences sociales. Pour désigner les maux du passé, notamment les crimes de masse, les usages sémantiques demeurent imprécis et soumis à des surenchères. Si cet état de fait brouille notre compréhension du passé, son dépassement ne va pas de soi tant il est difficile de concilier besoin légitime de reconnaissance des souffrances et nécessaires distinctions entre ces crimes, du triple point de vue des victimes, agresseurs et éventuels témoins. Cette question soulevée par la revue En Jeu N°8 a été discutée au cours d'une table ronde réunissant les historiens Charles Heimberg, Sébastien Ledoux et Cécile Vast, autour de Serge Wolikow, modérateur. L'enregistrement de cette table ronde est accessible sur le site internet de la Fondation : fondationmemoiredeportation.org.

3) Littérature, psychologie et déportation, autour de l'œuvre de Semprun. 29 novembre 2017 à la Fondation.

Sur la proposition de l'Association des Amis de Jorge Semprun, la Fondation a accueilli le 29 novembre 2017, une soirée littéraire consacrée à la présentation par Corinne Benestroff de son livre « *Jorge Semprun entre résistance et résilience* »¹. Corinne Benestroff, psychologue et littéraire, a décrit le patient travail de décodage-décryptage de l'écriture de Semprun auquel

¹ Jorge SEMPRUN, *Entre résistance et résilience*, CNRS Editions 2017, 436 p.

elle s'est livrée dans le cadre de sa thèse, en dévoilant ses observations, ses découvertes et ses conclusions.

4) Journée d'étude sur la transmission et la réception de l'enseignement de la criminalité nazie , 8 décembre 2017, à la Fondation

Cette journée a été organisée par des membres du comité de rédaction de la revue « En jeu, histoire et mémoires vivantes ». Laurence de Cock, Cécile Vast, et Charles Heimberg sont intervenus autour de la problématique de la transmission de la criminalité du national-socialisme dans l'espace public en général, et plus particulièrement dans l'espace scolaire.

À partir d'un argumentaire dans lequel ont été exprimées plusieurs interrogations et inquiétudes sur la question du sens d'un travail de mémoire, parfois intitulé « devoir de mémoire », il s'agit de mesurer la réalité de sa réception, et pour faire suite à la récente publication d'un ouvrage de Sandrine Lefranc et Sarah Ginsburger, intitulé « À quoi servent les politiques de mémoire ?» de réfléchir à la problématique de cette réception, avec la nécessaire prise en considération des réalités sociétales et des cadres sociaux. Partant de ces réalités, il faut trouver le moyen de développer une politique de « conscientisation », qui ne soit pas prescrite, mais mise à la disposition des élèves et de la population en général, pour aller dans le sens de ce qui fait la finalité du travail de mémoire : la prévention des crimes contre l'humanité.

Sont intervenus lors de cette journée d'étude :

Laurence de Cock (chargée de cours Université Paris-Diderot), Bertrand Hamelin (professeur agrégé d'histoire), Charles Heimberg (professeur de didactique de l'histoire à l'Université de Genève), Alexandra Oeser (Université Paris-Nanterre), Kerstin Stubenvoll (maison de la Conférence de Wannsee), Bruno Vedrines (chargé d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève).

*

Rendez-vous de l'Histoire à Blois

La Fondation était présente au « Rendez-vous de l'histoire », où son stand, très visité a été tenu par Cyril Le Quellec du 6 au 8 octobre 2017.

Budget de la Fondation

À la suite de diverses mesures prises en vue de rétablir l'équilibre financier de la Fondation après les déficits cumulés des années 2014, 2015 et 2016, par réduction de la masse salariale, redéploiement des placements, recherches d'économies systématiques, quête de donateurs ou mécènes, combinées à un redressement des valeurs boursières, le résultat semble au rendez-vous puisque le compte de résultat accuse un résultat positif de l'ordre de 60 000€ en 2017.

Conclusion

Le bilan de l'année 2017 est positif dans les domaines économiques, historico-mémoriel et scientifique. Il restera à confirmer cette évolution en 2018 dans un environnement politico-mémoriel incertain et à préparer la transition avec un conseil d'administration appelé à se renouveler partiellement en fin d'année. C'est par conséquent en se concentrant sur ses

missions fondamentales de recherche, de documentation et d'action pédagogique que la Fondation pérennisera son potentiel et élargira son audience.